

Moyen-Orient & Maghreb

Christian Bardot, Guillemette Crouzet, Fabien Perrier

ISBN : 978-2-7440-7362-8

Chapitre 7 – La région Maghreb/Moyen-Orient : une vocation méditerranéenne ? Corrigé d'un sujet de concours

La Méditerranée, jeux d'interfaces économiques et géopolitiques de 1945 à nos jours

I. Le bassin méditerranéen est propice aux jeux d'interfaces

A. La géohistoire lui confère une unité relative

1. La configuration spatiale et les données bioclimatiques y contribuent. S'étendant sur 3 800 km d'ouest en est et large au plus de 700 km, la Méditerranée « euro-arabe » illustre parfaitement le concept de « méditerranée » tel que le définit Y. Lacoste en insistant sur les « interrelations existant entre de multiples pays situés autour d'une étendue marine de l'ordre de 4 000 km de longueur » (Y. Lacoste dir., Dictionnaire de géopolitique, Flammarion, 1993, p. 997). Une vingtaine d'États sont directement concernés. Il existe un milieu méditerranéen, défini par un climat tempéré d'un type particulier (influence maritime réduisant l'amplitude thermique, été chaud et sec) auquel sont liées des formations végétales spécifiques (l'olivier ou le chêne-vert comme marqueurs du monde méditerranéen). Cela étant, seule une mince frange littorale présente ces caractéristiques, en raison des montagnes qui bordent les côtes en maints secteurs ; au sud et à l'est, on passe vite à des milieux arides

2. Dans l'histoire, la mer a été un carrefour de civilisations empruntant les unes aux autres. Le rôle clé de cet espace dans l'Antiquité est dû à la naissance de l'agriculture, des villes, à celle des monothéismes entre Méditerranée et Mésopotamie, ainsi qu'à l'influence de thalassocraties qui fondent des colonies tout autour du bassin (Phéniciens, Grecs, de l'Asie mineure à la péninsule ibérique). Rome parvient à unifier la mer durant plusieurs siècles : son empire la borne de tous côtés (Mare Nostrum). Par la suite, les échanges entre riverains n'ont jamais cessé, sous des formes diverses : commerce, conflits, alliances... mais aussi, circulation des croyances et des savoirs : l'Europe médiévale doit au monde arabe la redécouverte d'Aristote, l'usage du zéro, des techniques de navigation... ; la religion musulmane fut élaborée entre continuité rupture avec les monothéismes juif et chrétien.

Dans une certaine mesure, la Méditerranée est un espace cohérent : l'historien F. Braudel en fait un acteur de l'histoire à part entière, dans sa thèse fameuse éditée en 1949, *La Méditerranée à l'époque de Philippe II*.

B. Cet espace est en même temps une frontière d'envergure planétaire

1. On peut opposer schématiquement un Nord et un Sud. À petite échelle, les caractéristiques tant démographiques que socio-économiques opposent les deux rives (au Nord, les populations européennes sont riches et vieillissantes ; au Sud, on a des peuples pauvres, jeunes et trois fois plus nombreux qu'il y a 40 ans).

2. La Méditerranée sépare aussi « l'Occident » du « monde musulman ». Dans la vision du monde exposée par Huntington, elle est la zone sensible par excellence, « décor d'une grande tragédie idéologique » (Y. Lacoste).

C. Mais cela ne doit pas masquer les multiples contrastes qui apparaissent à plus grande échelle

1. La Méditerranée est compartimentée en unités spatiales aux propriétés différentes : de part et d'autre du détroit de Sicile, l'Ouest s'oppose à l'Est, sur les deux rives : au Nord, la Méditerranée occidentale est globalement plus développée que la partie orientale ; celle-ci a été marquée par l'empreinte de Byzance (alphabet cyrillique et chrétienté orthodoxe dans les Balkans) puis de l'empire Ottoman jusqu'à la fin du XIX^e siècle ; au Moyen-Orient, il faut attendre la défaite turque de 1918 pour voir s'installer l'emprise d'Européens de l'Ouest qui avaient colonisé l'Afrique du Nord dès le XIX^e siècle. Les trajectoires historiques sont donc dissemblables.

2. Sur la rive Nord, même à l'Ouest, les régions qui bordent la Méditerranée sont souvent moins avancées socio-économiquement que les autres parties des territoires nationaux : Andalousie pour l'Espagne ; Mezzogiorno pour l'Italie...

3. Les rives sud et est n'ont elles-mêmes qu'une unité relative

Sur un plan religieux, qui conditionne pour une part la géopolitique, l'ensemble est musulman, mais on ne saurait négliger, outre l'État d'Israël, le caractère multiconfessionnel du Liban, la présence de minorités chrétiennes. Les communautés juives sont aujourd'hui pour ainsi dire exclues des pays arabes mais, durant des siècles, elles ont été fort actives tout autour de la mer, conférant à des ports tels qu'Oran ou Alexandrie un caractère cosmopolite marqué. Les divisions internes à l'Islam sont par ailleurs sensibles : la Turquie est un État laïc, les tensions entre chiites et sunnites sont vives au Liban... Les nations arabes ont des identités affirmées et des stratégies hétérogènes, tant géopolitiques qu'en matière de choix de développement.

Les niveaux de développement et les situations démographiques sont également contrastées, y compris entre voisins, la Tunisie et l'Algérie, par exemple. L'influence des interactions plus ou moins intenses avec le monde extérieur et les effets des politiques publiques se combinent.

Cette combinaison de différences et de traits d'unité sur un espace de dimension restreinte favorise les interactions.

II. La Méditerranée est le cadre d'intenses échanges à toutes les échelles

A. Les flux de marchandises

La Méditerranée est l'une des mers les plus fréquentées dans le monde. Les routes maritimes est-ouest sont parcourues par des navires qui, venus du canal de Suez ou de la mer Noire, transitent par la Méditerranée pour des destinations plus lointaines (mer du Nord, Amérique du Nord...), ou se dirigent vers des ports italiens, français ou espagnols ; elles croisent les routes nord-sud le long desquelles circulent par exemple le pétrole ou le gaz naturel exportés vers l'Europe par la Libye ou l'Algérie.

Les hydrocarbures alimentent les flux venus du sud ou de l'est, tandis que les produits manufacturés suivent le chemin inverse. Cela dit, les trafics sont plus complexes : l'Égypte ou l'Algérie importent aussi des céréales européennes ; le Maroc ou la Turquie exportent des articles textiles vers l'Union européenne ; les pays méditerranéens membres de l'Union européenne échangent abondamment entre eux : Italie et Espagne figurent parmi les 5 premiers partenaires commerciaux de la France, et une partie de ces échanges transite par la Méditerranée. On a donc là des « jeux » d'échanges qui traduisent la complexité accrue de la division internationale du travail et l'imbrication concomitante des économies.

Malgré ces flux, les ports restent de taille modeste : Marseille, premier port méditerranéen, réalise un trafic annuel trois fois inférieur à celui de Rotterdam. La multitude des ports provoque un émiettement du trafic maritime. Pas plus ici qu'ailleurs, l'échange n'exclut la compétition, ce qui souligne l'ambivalence, toujours, des « jeux d'interfaces ».

B. Les flux de capitaux

On trouve des investissements de firmes européennes au Maghreb ou en Turquie pour jouer de l'avantage comparatif que représente le coût du travail très inférieur combiné à la proximité géographique, sans oublier l'avantage linguistique dans le cas des groupes français. Cela étant, les volumes restent modestes en comparaison des flux adressés par les firmes ouest-européennes à la partie orientale du continent ou à l'Asie orientale : crainte des risques géopolitiques, déficit de main-d'œuvre qualifiée, coût comparativement élevé de celle-ci par rapport à la Chine ou à l'Inde, réduction du coût du transport maritime qui met l'Afrique du Nord en concurrence avec la lointaine Asie.

S'adaptant à la nouvelle donne, le Maroc et la Tunisie mettent aujourd'hui l'accent sur l'accueil d'activités de haute technologie dans les technopôles de Bouznika (Casablanca) et d'El Gazata (Tunis).

C. Les flux de personnes

1. Les touristes :

La Méditerranée constitue le premier bassin touristique du monde. Ce tourisme est à l'origine intra-européen. Les flux actuels sont plus complexes : le gros de la clientèle va en été des agglomérations d'Europe du Nord vers les plages d'Europe du Sud, de l'Algarve portugais à Chypre. Mais une partie d'entre elle franchit désormais la mer, pour bénéficier des prix inférieurs et du soleil garanti qu'offrent les complexes balnéaires de Turquie, de Tunisie ou du Maroc ; des destinations nouvelles apparaissent, telle la Croatie. Et il existe aussi des flux différents : le tourisme de visite ou de croisière est important, l'Égypte ou le Liban accueillent aussi une clientèle venue du golfe Persique. Les effets sont ambivalents.

2. Les migrants :

Les migrations doivent être présentées en dynamique, d'autant que le sujet débute au lendemain du second conflit mondial : à cette date, l'Europe du Sud, prolifique et pauvre, est depuis les années 1880-1900 une aire de départ vers la partie nord du continent ou vers l'outre-mer : Italiens du Sud se dirigeant vers la France, les Amériques, ou les centres industriels de la plaine du Pô. Dans les décennies 1940-1960, Espagnols et Portugais vont s'employer dans le bâtiment en France ou en Belgique tandis que l'industrie allemande attire des Grecs, des Yougoslaves, des Turcs. S'ils sont déjà présents avant 1939, ce n'est qu'à partir des années 1960 que les travailleurs maghrébins viennent relayer Ibériques et Italiens, en France notamment, en raison de la proximité linguistique et des accords entre États. Stoppée en 1974-1975, l'immigration officielle de travailleurs laisse place à une immigration liée au regroupement familial, tandis que l'Europe méditerranéenne est devenue à son tour, depuis une quinzaine d'années, une aire d'accueil, en raison de la hausse du niveau de vie combinée à la soudaine dénatalité. Mais les immigrants proviennent souvent aujourd'hui d'espaces plus éloignés : Moyen-Orient pour l'asile politique (Kurdes, par exemple) ou Afrique subsaharienne pour les jeunes actifs.

Dans ce contexte, l'Afrique du Nord devient un espace de transit pour les flux de clandestins venus d'Afrique occidentale et cherchant à rejoindre l'Espagne ou l'Italie *via* le Maroc ou la Libye.

Les flux migratoires sont aussi, pour une part, internes au monde arabe. C'est ainsi que de nombreux Égyptiens travaillent dans les installations pétrolières du golfe Persique ou de la Libye.

Les migrations en Méditerranée ne peuvent donc être réduites aux seuls flux Maghreb/Europe du Nord-Ouest. Leur évolution est un miroir des mutations socio-économiques et démographiques de cette partie du monde.

3. Échanges culturels :

De nombreux vecteurs assurent une circulation des modes de vie et des idées autour du bassin méditerranéen.

Les migrations jouent en ce sens. Les émigrés de toutes nationalités retournent régulièrement dans leur pays d'origine et s'y installent parfois après leur vie active. À l'inverse, des retraités européens s'établissent au Maghreb en raison du faible coût de la vie combiné aux aménités climatiques. Ces mouvements facilitent une circulation des modes de vie et des idées.

La présence d'étudiants maghrébins ou libanais en Europe et les contacts entre chercheurs des deux rives construisent un espace culturel commun. La diffusion du français le favorise : il suffit de songer aux écrivains de ces pays qui publient en français.

Dans le monde arabe, la pratique d'une langue commune, le prestige d'universités comme celles du Caire, les nouveaux médias du type télévisions par satellites ou Internet favorisent aussi les échanges par-delà les frontières.

III. Ces jeux d'interfaces engendrent des enjeux décisifs

A. Guerre ou paix ?

Les situations de conflits sont nombreuses et ont des logiques variées :

tensions liées à la guerre froide : dès 1945-1947, elles surgissent en Méditerranée orientale. Une guerre civile oppose en Grèce les résistants communistes, soutenus par la Yougoslavie de Tito (plus que par Moscou), aux monarchistes pro-occidentaux, aidés par Londres. La Turquie et l'Iran subissent des pressions soviétiques (Moscou demande à Ankara un contrôle conjoint sur les détroits, et appuie les séparatistes azéris du Nord iranien). Quand Londres indique qu'il n'est plus en état de soutenir ces alliés de l'Occident, Washington prend le relais (c'est l'objet du discours Truman en 1947) ; le président demande au Congrès une aide financière pour ces pays.

Par la suite, les conflits régionaux interfèrent en permanence avec la logique bipolaire (Washington a ses « protégés », Moscou trouve les siens à partir de 1955, d'abord l'Égypte puis les autres pays du « front du refus », hostiles à Israël). De ce fait, ce conflit, qui a ses logiques propres, est surdéterminé par l'affrontement Est/Ouest jusqu'en 1991 ;

difficiles rapports israélo-palestiniens (à exposer et à expliquer en essayant de synthétiser, autant que faire se peut) ;
conflits postcommunistes dans l'ancienne Yougoslavie (résurgence virulente de nationalismes refoulés, tensions à dimensions diverses entre les Serbes et leurs voisins) ;

climat de tension entre des États qu'opposent des litiges territoriaux (Algérie et Maroc pour le Sahara occidental, Turquie et Grèce pour des îles de la mer Égée, par exemple) ou des conflits pour l'eau (Turquie et Syrie ; Israël et ses voisins...)

violences découlant de l'affirmation de mouvements islamistes depuis les années 1980 : leur propagande et leurs actions ne trouvent pas leur unique origine en Méditerranée, mais l'affectent sur toutes ses façades : mise en cause des gouvernements par des organisations radicales dans toute l'Afrique du Nord (avec situation de guerre civile en Algérie de 1992 à 2002) comme en Turquie, intervention de ces forces dans le conflit israélo-palestinien dans les territoires occupés et au Liban, organisation d'attentats dans les pays européens jugés hostiles à l'islam...

B. Quel développement durable ?

Les littoraux méditerranéens concentrent de fortes densités de population et de nombreuses villes : sur une population méditerranéenne estimée à 427 millions d'habitants, les régions côtières en regroupent 145 millions ; leur attractivité s'est renforcée au cours des trente dernières années, notamment au sud et à l'est de la Méditerranée.

Cette charge humaine croissante sur les rivages entraîne tout une série de risques environnementaux : surpêche de certaines espèces, rejets des agglomérations et industries littorales dans la mer...

La situation génère des tensions entre des collectivités territoriales qui attribuent à leurs voisins la responsabilité des nuisances. Elle les contraint aussi à s'entendre pour conjurer ces risques, comme l'illustre le « plan bleu ».

C. La région conjugue des enjeux décisifs pour l'Union européenne

1. L'Union européenne a intégré depuis 1981 des États méditerranéens : la Grèce, puis les pays ibériques avant les îles de Chypre et de Malte en 2004. Elle l'a fait en conformité avec son principe fondateur : admettre tout État européen qui le désire, pour peu qu'il réponde aux critères précisés à la fin du xx^e siècle ... La chute des dictatures grecque et ibérique en 1974-1975 a permis l'élargissement vers la Méditerranée. La modernisation des économies concernées en a été facilitée par l'octroi d'aides financières au titre de la politique régionale et plus encore par l'essor des échanges de toute nature entre les nouveaux entrants et le reste de l'Union.

En revanche, les élargissements vers le nord, en 1995, puis surtout vers l'est, en 2004, ont donné le sentiment aux peuples de la rive Sud que l'Union européenne se détournait de la Méditerranée.

2. C'est pour conjurer cette crainte que l'Union européenne a lancé au sommet de Barcelone le partenariat euro-méditerranéen en trois volets : politique et sécuritaire ; économique, avec la perspective de créer une zone de libre-échange à l'horizon 2010 ; social et humain, autour du dialogue des cultures. Le programme Méda est le principal instrument financier de l'UE.

Mais le bilan reste décevant : les attentes des partenaires diffèrent : l'Union européenne entend parler avant tout sécurité et maîtrise des flux migratoires, les partenaires arabes veulent une coopération pour le développement. Le sommet euro-méditerranéen de 2005 fut un échec.

3. L'Union européenne se préoccupe par ailleurs de stabiliser la zone balkanique. Il a fallu l'intervention militaire de l'OTAN, chapeauté par Washington, pour contenir les milices serbes, en Bosnie comme au Kosovo, mais l'Union européenne participe aujourd'hui à la reconstruction des régions dévastées par les combats, au maintien de l'ordre par la présence de ses forces armées ou de police, ou encore par les poursuites engagées contre les criminels de guerre. Elle espère pacifier la région par ses aides financières ou en faisant miroiter l'espoir d'une intégration, à la Croatie comme à la Serbie ou à la Macédoine. L'influence pacificatrice est-elle possible par ce biais d'une Union européenne « puissance douce » ?

4. Le cas turc illustre les difficultés du dialogue entre l'UE et sa périphérie méditerranéenne :

- Rappeler les données du problème.
- Exposer la situation présente et les thèses en présence : qui les porte ? Quels sont les arguments ?
- Quelles sont les perspectives : intégration ou coopération élargie ?

D. Toutefois, l'Union européenne n'agit pas seule en Méditerranée, loin s'en faut

Elle est confrontée à d'autres acteurs, porteurs de projets distincts voire antagonistes.

1. Le monde arabe a tenté, depuis 1945, d'organiser une coopération destinée à mieux faire entendre sa voix sur la scène internationale et/ou à favoriser son développement. Sur le plan géopolitique, les ambitions du panarabisme des décennies 1950-1960 ont été déçues : les rivalités nationales l'ont emporté sur la tentative de construire une entité commune. Sur un plan économique, l'Union du Maghreb arabe, qui entendait approfondir les liens commerciaux entre pays voisins, n'est pas parvenue à dépasser les contraintes nées de la faible complémentarité des économies concernées. D'autres projets existent cependant, soit entre pays arabes (accord d'Agadir signé en 2003 et visant à créer une zone de libre-échange entre l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie), soit avec Israël (partenariat signé en 2004 ouvrant le marché israélien aux produits égyptiens sans quotas ni droits de douane dans 9 « zones industrielles qualifiées »).

2. Certains États extérieurs à la zone mais voisins jouent un rôle dans la géopolitique régionale : c'est le cas de l'Iran, qui soutient certaines forces libanaises au nom de la solidarité chiite ; ou encore de la rivalité entre l'Arabie saoudite et le Maroc et l'Algérie pour la formation des imams exerçant auprès des communautés musulmanes présentes en Europe.

3. Bien qu'éloignés, les États-Unis sont depuis longtemps très actifs tant économiquement que sur le plan stratégique : depuis le temps de la guerre froide, ils disposent de la 6^{ème} flotte de l'US-Navy et de bases militaires dispersées de l'Espagne à la Turquie ; ils peuvent compter sur leurs alliés du flanc sud de l'OTAN, ainsi que sur Israël. Leur stratégie est complexe : ils doivent concilier le soutien constant à Israël aux bonnes relations souhaitées avec des pétromonarchies qui affichent une sympathie, au moins de façade, avec la « cause palestinienne ».

L'Administration actuelle rêve depuis les attentats de septembre 2001 d'un « Grand Moyen-Orient » démocratique et libéral ; s'étendant de la Mauritanie au Pakistan, il engloberait toute les rives sud et est de la Méditerranée. Ce projet est à l'arrière-plan de l'intervention militaire en Irak en 2003 – laquelle attise en vérité les islamismes et, plus largement, la dénonciation de « l'Occident », en Méditerranée comme ailleurs. Il les conduit aussi à signer des traités de libre-échange, avec l'espoir que ce dernier améliore la prospérité – avec le Maroc, par exemple. Confrontée à ces vues, l'Union européenne se montre incapable d'adopter une ligne commune : pour se limiter aux pays méditerranéens, l'Espagne et l'Italie ont soutenu, avant de se retirer, l'intervention militaire en Irak que dénonçaient Paris et Berlin.

Il faut compter aussi avec des intervenants extérieurs plus nouveaux, tels la Chine, dont les entreprises sont désormais très actives au Maghreb, comme dans le secteur du bâtiment et des travaux publics en Algérie.

4. Les relations entre la France et le Maghreb : la France est le premier fournisseur du Maghreb, le premier client du Maroc et de la Tunisie (à hauteur de 30-33 % de leurs ventes). Nombre des touristes qui fréquentent ces deux pays viennent de l'hexagone. Les liens reposent sur l'usage du français par les élites et une partie des médias locaux, malgré les politiques d'arabisation de l'enseignement ; nombreux sont les étudiants marocains en France, tandis que des retraités français s'installent au Maroc ou en Tunisie. L'héritage de l'ère coloniale est relayé par la présence en France d'une nombreuse diaspora maghrébine issue de l'immigration (30 % des 4,2 millions d'immigrés présents en France viennent du Maghreb – évaluation basse), à l'origine d'interactions culturelles et de flux financiers. Les échanges intellectuels ne sont pas négligeables : nombre d'auteurs maghrébins écrivent en français, tel Tahar Ben Jelloun, ou sont traduits ; les colloques scientifiques qui réunissent les chercheurs des deux rives sont fréquents, sur l'histoire de la guerre d'Algérie par exemple. Sur le plan diplomatique, la France, forte de sa présence ancienne au Liban, autre pays phare de la francophonie, et des liens préservés avec le Maghreb, pratique une « politique arabe » qui entend à la fois améliorer des positions commerciales (pour équilibrer les achats d'hydrocarbures) et contribuer à la paix en Méditerranée. Toutefois, les résultats restent incertains, comme on le voit au Liban, et Paris doit de plus en plus inscrire son action dans un cadre européen.

5) Les routes du pétrole en Méditerranée : les hydrocarbures nord-africains gagnent sans difficulté l'Europe. Plus problématique a été la connexion des gisements du Golfe aux ports consommateurs du Nord : les routes du pétrole restent tributaires des aléas géopolitiques.

Jusqu'à la fin des années 1960, la connexion s'opère par la Méditerranée, via la mer Rouge (Aden, puis Suez) ou les oléoducs débouchant en Syrie et au Liban. À partir de la guerre des Six Jours, le Canal de Suez puis les oléoducs Golfe/Levant se ferment : la route d'Ormuz et du cap s'impose. Dans les années 1980, la guerre Iran/Irak compromet la sécurité du Golfe et le détroit d'Aden passe sous contrôle soviétique (Éthiopie, Yémen du Sud). Dès lors, les pays producteurs contournent les deux détroits (des oléoducs aboutissent en mer Rouge et en Turquie, Kirkouk-Ceyhan). Puis, la Méditerranée retrouve le premier rôle : le canal de Suez, rouvert (1975) et élargi, est doublé d'un oléoduc en territoire égyptien (SUMED). Le port turc de Ceyhan, à la convergence des oléoducs provenant du Golfe et de la Caspienne, incarne la rente géopolitique remarquable dont bénéficie la Turquie.